



**Pour le service public du rail,
Mobilisons-nous contre la nouvelle convention TER en Nouvelle-Aquitaine!**

Le 12 avril, les cheminot-e-s de Nouvelle-Aquitaine sont appelé-e-s à la grève et à la mobilisation contre la nouvelle convention régionale TER qui sera discutée ce jour-là au Conseil Régional.

Cette convention est **une étape décisive dans le démantèlement du service public unifié du rail**, que le gouvernement poursuit de concert avec la majorité PS au Conseil Régional - car Alain Rousset n'a jamais fait mystère de ses convictions libérales sur ce sujet comme sur beaucoup d'autres. La Nouvelle Aquitaine est d'ailleurs l'une des premières régions françaises à compartimenter son réseau régional en lots afin d'y instaurer la concurrence. Ce faisant la majorité PS-EELV s'apprête à avaliser un retour à la SNCF d'avant 1937... alors même que nos voisins européens, pourtant à l'impulsion des privatisations, renationalisent des lignes à l'image de l'East-Coast (Londres-Edimbourg). 70% des Britanniques souhaitent aujourd'hui renationaliser l'ensemble de leurs chemins de fer !

L'obsession de la réduction des coûts et de la casse du service public se manifeste aussi par la diminution du nombre d'agents à bord, avec le déploiement de brigades de contrôles ponctuels à la place des contrôleurs affectés au train sur certaines lignes, mais aussi bien sûr avec **les fermetures de gares et les réductions des horaires d'ouverture**, à Agen comme à Pau, à Périgueux comme à Orthez ou à Eymoutiers. La convention TER acte une baisse considérable des dotations publiques : - 38 millions d'euros, concentrés aux deux tiers sur la période après les prochaines élections régionales. Dans un contexte de dégradation du service faute d'investissements suffisants, **la politique d'Alain Rousset et de sa majorité PS-EELV relève du sabotage**. Sur de nombreuses portions de voies, y compris celles mal refaites récemment par des prestataires extérieurs privés, le mauvais état du réseau fait que les trains ne roulent plus qu'à 40 km/h pour des raisons de sécurité. Pire même: en décembre dernier, SNCF Réseau a posé un heurtoir en gare de Saillat-Chassenon, dans l'objectif de démonter sur plusieurs dizaines de mètres la voie ferrée Limoges-Angoulême, actuellement en réfection, afin d'interrompre définitivement la circulation sur cette ligne. Les élu-e-s de Haute-Vienne et de Charente ont énergiquement déblayé la voie pour manifester leur écoœurement ! Toute limitation de vitesse en-dessous de 40km/h entraînerait la **fermeture de la ligne** : beaucoup de petites lignes, notamment en Poitou-Charentes sont donc menacées, comme par exemple la ligne Niort-Saintes et la quasi-totalité des lignes TER du Limousin. A l'heure où **l'impératif écologique impose de réaménager le territoire pour limiter la dépendance des populations à l'automobile, aux prix du pétrole et au "tout camion" il faut au contraire que le rail soit toujours mieux défendu** tant pour le transport voyageurs que pour le fret. Rappelons que 1km de rails coûte 1 million d'euros, tout comme 1km de caténaires. Par comparaison, 1 km de tram à Bordeaux, tel qu'il est promu par la Métropole qui assume d'en faire une arme contre les petites lignes de train en Gironde, coûte 24 millions d'euros. Mais là, point de problème de financement ! À nouveau, **c'est l'obsession métropolitaine qui anime toute cette politique de transports austéritaie, inégalitaire et climaticide**.

Dans le même temps, le prix des billets va fortement augmenter avec la **fin du prix guichet pour les billets achetés directement à bord**, au prétexte d'un passage à la réservation par internet. **Cette politique de tarification à bord relève du racket**. Ce n'est pas une fatalité ! **Il est du ressort de la Région d'empêcher l'application de cette « double peine »** pour les usagers TER dont les gares sont de plus en plus souvent fermées. C'est le choix qu'ont fait plusieurs régions aussi différentes politiquement que l'Occitanie PS et l'Auvergne-Rhône-Alpes LR de Laurent Wauquiez qui a décidé de maintenir le tarif guichet dans les TER. **Le PS néo-aquitain plus libéral que Laurent Wauquiez, qui l'eût cru ?**

Déjà, les cheminot-e-s sont mis-es sous pression, assistent à la destruction de leur outil de travail, aux suppressions de postes et à la mise à mal du bien public. Les usagers voient le prix du billet augmenter, les horaires d'ouverture des gares diminuer, le service à bord se dégrader, et les retards s'accumuler. **Il est temps de nous mobiliser pour faire dérailler Rousset avant qu'il ne fasse dérailler nos trains.**

La coordination régionale du Parti de Gauche, membre de la France Insoumise, appelle à rejoindre les comités locaux de mobilisation et de vigilance pour le rail, demande le retrait de la nouvelle convention TER régionale, soutient le mouvement de grève des cheminot-e-s et appelle à participer à la manifestation qui partira de la Gare Saint Jean à Bordeaux vers le Conseil Régional le 12 avril.

*La Coordination Régionale du Parti de Gauche (LFI),
réunie à Floirac le 30 mars 2019.*